

Rédacteur
L'inspecteur de l'environnement MUET Alain

Vérificateur	Approbateur
La cheffe de la cellule SSDAS Magalie ESCOFFIER	Par délégation Le chef de l'UDR Jean-Yves DUREL

Rapport de l'inspection des installations classées

Propositions à l'issue de la visite

A l'issue de la visite d'inspection du 29/06/2022 de l'établissement MAZZA TP implanté MONTAGNE DE BEDINA 69170 VALSONNE, les constats établis et explicités dans la partie "contexte et constats" du rapport amènent l'inspection des installations classées à formuler à Monsieur le Préfet les propositions suivantes.

Considérant que l'exploitant n'a pas déféré dans le temps imparti à la mise en demeure dont il a fait l'objet, conformément à l'article L. 171-8-II-4° du code de l'environnement, il est proposé une **astreinte journalière** d'un montant de 100 € pour les dispositions contrôlées et rappelées ci-après :

- nom : APMD 30/11/2020 - Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 30/11/2020 article : 1

En application des dispositions du II de l'article L. 171-7 du code de l'environnement, l'autorité administrative compétente peut arrêter une astreinte journalière au plus égale à 1 500 €. Le montant de l'astreinte retenue est de 100 euros afin d'inciter la réalisation rapide des opérations de stabilisation du front rocheux ouest jugées nécessaires par l'expertise conduite par le CEREMA en 2020.

Unité départementale du Rhône
63 avenue Roger Salengro
69100 VILLEURBANNE

VILLEURBANNE, le 05/10/2022

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 29/06/2022

Contexte et constats

Publié sur



MAZZA TP

MONTAGNE DE BEDINA
69170 VALSONNE

Références : UD-R-SSDAS-22-202-AM
Code AIOT : 0006101430

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 29/06/2022 dans l'établissement MAZZA TP implanté MONTAGNE DE BEDINA 69170 VALSONNE. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- MAZZA TP
- MONTAGNE DE BEDINA 69170 VALSONNE
- Code AIOT : 0006101430
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso

Par courrier du 10 juillet 2018, M. Arricot, propriétaire des parcelles sur lesquelles est située l'ancienne carrière Bedina de Valsonne a alerté l'inspection des installations classées sur un défaut de mise en sécurité du site.

Cette activité de carrière a fait l'objet d'un PV de recollement qui a été délivré le 17 juin 2013.

Le 10 juin 2020, l'inspection des installations classées pour la protection a réalisé une inspection du site en s'appuyant sur l'expertise du CEREMA pour identifier un risque potentiel d'instabilité. Les conclusions du CEREMA mentionnent un risque de détérioration du front rocheux et émet des préconisations.

Les obligations de sécurisations du front incombent à l'ancien exploitant qui est toujours représenté

par Maître Bauland en tant que liquidateur judiciaire.

La visite du 29 juin 2022 s'inscrit dans le suivi de la situation et de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 30 novembre 2020.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Front ouest

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection (1)	Proposition de délais
1	APMD 30/11/2020	AP de Mise en Demeure du 30/11/2020, article 1	/	Astreinte	5 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Une action rapide doit être engagée pour maintenir une distance de sécurité convenable par rapport à l'aplomb du front ouest.

2-4) Fiches de constats

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 30/11/2020, article 1
Thème(s) : Risques accidentels, Stabilité du front ouest
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée : Maître Bauland, administrateur judiciaire de la société Mazza BTP est mis en demeure de se conformer aux dispositions de l'article 1er de l'arrêté préfectoral du 12 novembre 2008 modifié par l'arrêté préfectoral de prescriptions complémentaires du 18 octobre 2013 en procédant dans un délai de deux mois à compter de la notification du présent arrêté, à la mise en sécurité du front ouest, et le cas échéant, de proposer des servitudes d'utilité publique.</p> <p>Constats : L'inspection des installations classées pour la protection de l'environnement constate que le front ouest ne semble pas avoir évolué de manière flagrante par rapport aux photographies prises en 2013 sur le site. On constate que le front rocheux ouest s'est patiné avec le temps, ce qui confirme également l'absence de chute de bloc important depuis 2013. Pour rappel le liquidateur judiciaire est soumis à l'obligation d'effectuer un contrôle annuel de stabilité du front ouest. Ce contrôle n'est pas réalisé depuis 2015.</p> <p>La clôture mise en place, bien que toujours présente sur l'ensemble du front ouest, comporte sur un linéaire de quelques mètres une implantation de la clôture à l'aplomb du front rocheux. La solidité de la barrière n'a pas été éprouvée lors de l'inspection. Dans la zone où la clôture est à l'aplomb de la falaise, il est nécessaire d'établir une marge de sécurité en augmentant la distance entre la barrière et le front rocheux. Toutefois une telle marge implique d'amputer un espace de recul sur le terrain voisin et cette distance doit être déterminée par une étude technique prenant en compte le pendage et les projections à 45° préconisées pour la stabilité des fronts en zones d'instabilité. Les modalités de mise en protection de cette zone doivent être proposées par le liquidateur (rachat de terrain, servitudes pour motif de sécurité...).</p> <p>Pour mémoire, l'étude de stabilité du front ouest menée par le CEREMA en 2020 préconise 4 méthodes distinctes de sécurisation du front rocheux pour éviter un risque de décrochement rocheux.</p> <p>Pour le moment, aucune action de stabilisation n'a été entreprise par le liquidateur judiciaire. Cette situation constitue un non-respect de l'arrêté préfectoral de mise en demeure.</p> <p>Par ailleurs, il convient d'ajouter en priorité , en accord avec les propriétaires des parcelles voisines, une distance de sécurité plus grande pour reculer les clôtures qui sont actuellement à l'aplomb du front ouest dans sa zone qui empiète déjà sur la parcelle voisine.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Astreinte d'un montant de 100 euros par jours pour exécution des mesures de sécurisation rappelées par l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 30 novembre 2020.
Proposition de délais : Le recouvrement de l'astreinte sera exécutable à partir du 5e mois, soit le mois de mars 2023, sauf si la sécurisation du front a été réalisée avant cette échéance. Dans le cas où les travaux de sécurisation n'ont pas été réalisés, à partir du 5e mois l'astreinte sera recouverte pour toute la période écoulée et sera active au delà jusqu'au respect de la prescription.